

LISTE DES ABREVIATIONS

ABIP: Agrobusiness Promotion Project

BFV: Banky Fampandrosoana ny Varotra

BNI : Banque National d'Investissement

BTM : Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra

CEM : Caisse d'Epargne de Madagascar

DDSF: Direction des Domaines et des Services Fonciers

INSTAT : Institut National des Statistiques

PAS : Programme d'Ajustement Structurel

PED : Pays En Développement

PMA : Pays Moins Avancé

PME: Petite et Moins Entreprise

PNF: Programme National Foncier

PSE: Payement pour les Services Environnementaux

SOMACODIS : Société Malgache de Commerce et Distribution

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : EFFECTIF DE LA POPULATION RURALE.....	9
TABLEAU 2 : EFFECTIFS DE LA POPULATION AGRICOLE.....	10
TABLEAU 3 : L'EXPLOITATION PAR PROVINCE.....	11
TABLEAU 4 : PRODUCTION ET COMMERCIALISATION DU PADDY	13
TABLEAU 5 : PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS DU REGNE VEGETAL	14
TABLEAU 6 : EVOLUTION DE RATIO DE PAUVRETE DE 1993 A 2007	17
TABLEAU 7 : STRUCTURE DES EMPLOIS PAR BRANCHE D'ACTIVITE SELON LE NIVEAU D'INSTRUCTION.....	19
TABLEAU 8 : EVOLUTION DE LA PRODUCTION DE PADDY ET DE LA POPULATION	22
TABLEAU 9 : INTRANTS AGRICOLES ET ENVIRONNEMENT A MADAGASCAR	25
TABLEAU 10 : PROPORTION DE MENAGES AYANT RECONNU DES PROBLEMES FONCIERS	29
TABLEAU 11 : TAUX D'ACQUISITION DES TERRAINS AGRICOLES PAR REGION.....	32

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
PARTIE I : GENERALITE ET CONCEPTE DE L'AGRICULTURE DANS LA CROISSANCE ECONOMIQUE	3
CHAPITRE 1 : FONDEMENT THEORIQUE DE L'AGRICULTURE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE	4
CHAPITRE 2 : QUELQUES DONNEES AGRICOLES A MADAGASCAR.....	9
PARTIE II : LES PROBLEMES MAJEURS DE DEVELOPPEMENT RURAL ET LES POLITIQUES A METTRE EN ŒUVRE	16
CHAPITRE 1 : LES OBSTACLES DE DEVELOPPEMENT.....	17
CHAPITRE 2 : LA POLITIQUE AGRICOLE	34
CONCLUSION.....	41

INTRODUCTION

Dans l'économie d'un pays, il y a beaucoup de contexte de développement. Chacun vise à parvenir à travers de différents choix bien déterminée : industrialisation, tourisme, agriculture, ... On s'intéresse beaucoup à l'agriculture et son influence dans l'économie Malgache. On peut dire que l'agriculture est un facteur important de développement. Par contre, le secteur agricole n'arrive pas jusqu'à maintenant à son expansion et ne peut ensuite favoriser de développement rurale. La plus souvent, nous somme rencontrer dans le cas de la pauvreté. Ce n'est pas seulement la faiblesse de la revenue qui caractérise la pauvreté mais aussi l'analphabétisme, la santé, l'inégalité des sexes, et les problèmes environnementaux, ... Le milieu rural est loin d'être touché par le développement et de croissance économique à cause de caractère dominant de la pauvreté dans la campagne et surtout, parce que les objectifs de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté ne seront pas réalisés sans une meilleure exploitation des activités agricoles. On cherche cette meilleure exploitation étant donné qu'une part important du potentiel est encore sous exploité. Or, le secteur du développement rural joue un rôle de la croissance durable, il permet une augmentation de l'offre. Dans les pays en voie de développement comme Madagascar, l'agriculture emploie beaucoup plus des gens que toutes les autres branches d'activité. Madagascar est confronté au défi de devoir réalises une croissance économique durable, rendue par la pauvreté plus intense et par l'augmentation nette du nombre de sa population, à partir d'une base d'activité peu compétitive, et dans un environnement physique et économique international très concurrentiel. De ce fait, l'agriculture doit rester dans le long à venir le principal fournisseur d'emplois et de revenue. Ce qui rend indispensable des politiques favorisant une croissance agricole inclusive, c'est à dire qui tire parti de l'ensemble des opportunités offertes par le marché tout en fixant pour objectif de n'est pas conduire à la marginalisation d'une partie des acteurs. On peut dire que la technique de la production agricole est différée au niveau du secteur rural et du secteur urbain. L'impact de cette différence favorise l'inégalité du rendement de l'agriculture. Les agriculteurs urbains ont un rendement élevé que les agriculteurs ruraux à cause de l'utilisation des techniques agricole moderne, des bonnes semences ; or les agriculteurs ruraux ont une superficie de la terre à cultiver la plus vaste comme leur subsistance et elles utilisent encore des techniques agricoles traditionnelles. Généralement, les produits agricoles sont destinés aux diverses industries comme leur matière première, en vue de réaliser les produits finis circulés dans l'économie et la croissance

économique. Ce n'est pas le cas, Madagascar reste encore un pays en voie de développement avec un taux de chômage élevée. Notre problème se pose alors : Dans quelle mesure la stratégie de développement local à Madagascar va de pair avec celle du milieu rural ? Alors on va élargir notre thème en démontrant l'hypothèse que la relance du secteur agricole favorise le développement rural. Pour mieux appréhender à ce problème, nous allons voir dans la première partie du devoir la généralité et concept de l'agriculture dans la croissance économique, ensuite on va démontre dans la deuxième partie les problèmes majeurs du développement rural et les politiques mettre en œuvre.

PARTIE I : GENERALITE ET CONCEPTE DE L'AGRICULTURE DANS LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Il est intéressant de faire cette étude sur les généralités et concepts de l'agriculture et le développement économique. Cette première partie comporte deux chapitres : le premier consiste à l'étude des fondements théoriques de l'agriculture sur la croissance économique. Le second porte quelques données à Madagascar.

Chapitre 1 : FONDEMENT THEORIQUE DE L'AGRICULTURE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE

L'agriculture et la situation socio-économique rurale peuvent former un cercle vertueux de développement ou un cercle vicieux de sous-développement. Les théories économiques que nous allons utiliser ici illustrent l'importance du secteur agricole dans l'économie d'une société et voire d'un pays.

Section 1 : Les théories de développement relatives à l'agriculture

Beaucoup de théories expliquent le processus de croissance obtenue à partir de l'agriculture. Nous rapportons ici ces théories en commençant par la plus attachée au secteur agricole, en passant par les théories classiques et enfin les nouvelles théories de la croissance.

a. L'agriculture, source de richesse et de croissance

On retient en premier lieu l'approche théorique relative à l'agriculture et à la terre. Chez les physiocrates : la terre est le seul fournisseur de richesse et l'agriculture le seul secteur productif. On trouve ainsi l'interdépendance entre acteur-ressources qui conduit à une formalisation macro-économique de l'agriculture. La théorie de la valeur prend son origine sur la productivité de l'agriculture, réalisable avec l'exploitation des ressources naturelles. Le cycle économique est la projection du cycle agricole. Les physiocrates adoptaient une théorie économique expliquant la création de la richesse et du surplus (qui bénéficient aux propriétaires et aux artisans) à partir de la terre et de l'agriculture seulement. « La terre est la mère de tous les biens »¹. Ils développent une théorie de la valeur à partir d'une civilisation agraire. Les grains utilisés comme semences se multiplient et permettent à celui qui a travaillé de retirer des grains pour se nourrir jusqu'à la récolte suivante, mais aussi pour les semences des prochaines activités, pour payer le propriétaire foncier qui possède la terre et acheter aux artisans des produits divers. L'agriculture assure la réalisation d'une progression vers la richesse de tous. Que la terre sert l'unique source de richesse et que c'est l'agriculture qui les multiplie. Les physiocrates privilégient l'agriculture. Cela nécessite la défense des prix agricoles. Il faut inciter les agriculteurs à l'action : un prix plus rémunérateur pour les grains permet de stimuler l'activité des producteurs et des propriétaires fonciers. Par opposition au protectionnisme des Mercantilistes, les Physiocrates prône l'idéologie du « laissez-passer ».

¹ Mirabeau, Credo des physiocrates. Cité in Yves Citton, portrait des économistes et physiocrates. Critique littéraire de l'économie politique

La circulation des biens et des marchandises favorise la production et la richesse de tous. Il existe un cercle vertueux du libre-échange : la liberté des commerces crée des ressources, lesquelles permettent d'acheter à ses partenaires. La libre circulation n'est pas seulement commerciale mais aussi physique. Cela exige le désenclavement des zones productives isolées, par la construction des infrastructures de transport afin d'offrir les produits sur le marché national ou international.

b. L'harmonisation de l'exploitation

La planification de l'exploitation de ces ressources naturelles est requise pour la rendre en harmonie avec les caractères démographiques d'une société. D'après J. Stuart Mill : La nature ne puisse pas un jour fournir assez de produit. Cette hypothèse était envisagée par la terre, par choix des producteurs mais non pas par insuffisance des terres. L'accroissement de la population modifie nécessairement le mode d'exploitation des ressources naturelles. Ce souci de J. Stuart Mill a pris en compte l'intensification de l'exploitation des ressources naturelles conduisant à la dégradation de celles-ci. Il faut une bonne qualité du capital humain pour pouvoir optimiser la production face à la régression des ressources.

c. L'importance du facteur travail, de la main-d'œuvre et la technologie

Le facteur travail contribue positivement dans la croissance économique. Dans les manufactures, la terre (nature) ne fait rien, la main de l'homme fait tout. Cela est depuis longtemps soulevé par des grands économistes. Les Classiques comme Adam Smith (1776), David Ricardo (1817), R. Malthus (1820) ont déjà mis en relief l'importance de la qualité de la main-d'œuvre dans la compétitivité et la croissance économique à long terme. « La richesse des individus et des nations dépend beaucoup de la compétence des travailleurs »². La spécialisation de la main-d'œuvre suppose qu'il existe différents types de tâches et que chaque individu effectue celui qu'il maîtrise beaucoup. On entend par là la notion de division de travail. Cette division ne se limite pas seulement sur l'individu mais on peut le projeter même au niveau régional et international. Les pays en voie de développement sont par exemple avantageux à la production des produits manufacturés ou semi-finis et des matières premières. L'accroissement de la production est lié à l'amélioration de l'organisation et de la méthode de travail. Cette amélioration est possible car les entrepreneurs sont devenus professionnels, dynamiques et compétents et le pays plus spécialisé. Par ailleurs, avec les

² Adam Smith, en 1776

nouvelles théories de la croissance, la qualité du capital humain a ainsi un impact positif dans la croissance. « Les connaissances acquises de chacun arrangent la société »³. Selon cette théorie, l'éducation est un investissement car elle améliore le niveau de la productivité. Un niveau d'éducation élevé entraîne une bonne qualité de la main-d'œuvre et donc une amélioration de la productivité. Le produit par tête s'accroît régulièrement et cela s'explique par la mise en œuvre des différentes forces à savoir, l'introduction des nouvelles technologies, qui permet de produire à grande échelle et de gagner du temps ; l'amélioration au niveau de l'organisation et l'amélioration du facteur humain, capable à exploiter les moyens existants et de maîtriser les nouvelles technologies. Lucas (1988) a présenté la modélisation d'une économie à deux secteurs : un secteur de production des biens de consommation et un secteur d'éducation. Dans ce modèle, l'investissement en capital humain permet aux individus d'utiliser les technologies disponibles. Les individus vont faire un arbitrage entre l'utilité présente et l'utilité future de la formation et de l'éducation. En outre, en plus du rendement interne (personnel) de l'éducation et de la formation, on fait bénéficier aux collectivités ce genre d'investissement. C'est en sorte une externalité positive. La hausse du niveau de qualification de la population active est un déterminant essentiel de la croissance. L'accumulation du capital humain permet de soutenir la croissance à long terme en agissant directement sur la productivité de la main-d'œuvre mais aussi à travers les externalités positives engendrées (bénéfices collectifs apportés par l'éducation). Les différentes formes de formations améliorent la productivité et contribuent à l'expansion économique. La contribution de l'agriculture au développement n'est donc pas récente. Les approches théoriques citées ci-dessus nous permettent de faire une projection concrète sur la réalité.

Section 2 : L'agriculture, un facteur important au niveau de l'économie

a. Un facteur mobilisateur de la main d'œuvre rurale

Sur le plan socio-économique, l'agriculture familiale et le petit élevage représentent les principales activités assurant la sécurité alimentaire et financière des ménages ruraux. Si l'agriculture est bien structurée, elle génère un volume d'emplois directs et indirects considérable sur toutes les étapes de la traçabilité des produits agricoles : directs aux agriculteurs exploitants et indirects au niveau de la transformation, de transport, de la commercialisation. Cela va dans le sens positif de la mobilisation d'une grande partie de la population active. Ce secteur peut générer des revenus directs des paysans agriculteurs et des

³ Schultz (1961) et Becker (1964)

revenus indirects des autres exploitants (transporteurs, distributeurs, industriels...) Les produits du petit élevage contribuent plus intensément aux budgets des ménages, car la majorité des éleveurs vend ces produits pour des besoins urgents ou précis, financement d'un événement familial par exemple. Par ailleurs, la population rurale, en très grand volume, peut absorber les offres des autres secteurs. « L'existence d'un grand marché rural permet aux industries de poursuivre leur croissance après avoir saturé la demande de leur produit dans les villes, sans s'orienter vers les marchés étrangers avant d'avoir développé leur capacité compétitive »⁴. L'agriculture est le secteur par lequel, on pourrait tirer la croissance, étant donné qu'elle occupe le plus grand nombre d'individus. Les apports de l'agriculture se sentent au niveau national.

b. Une opportunité pour le pays

Madagascar est un pays à vocation agricole à cause de l'immensité de ses terres cultivables et son climat favorable aux divers types de plantation. Si le secteur agricole est développé, on pourra envisager par la suite le développement de l'industrie (industrie agroalimentaire, pharmaceutique...), du commerce, des institutions financières, de l'artisanat. C'est-à-dire le développement des différents secteurs d'activités. L'agriculture joue un rôle central dans la croissance économique, voire dans le développement économique. On a annoncé que la grande partie de la population vit avec l'agriculture. Du fait de cette majorité, elle peut avoir une influence considérable sur l'économie. L'évolution du secteur agricole détermine dans le même sens l'évolution de la situation économique. On pourrait donc envisager une forte diminution de la pauvreté si le niveau de vie de la majorité de la population s'est amélioré. Concernant le commerce international, les pays en voie de développement peuvent avoir une bonne position sur le commerce international en profitant l'avantage comparatif de leurs produits agricoles et de leurs ressources naturelles. Cela pourrait être réalisable étant donné que le coût de production est plus bas. Si la demande interne est saturée, les excédents de production devront se tourner vers l'exportation. Cette dernière favorise l'entrée des devises étrangères et cette rentrée de devise est un facteur de stabilisation voire même d'appréciation de la monnaie nationale. Le commerce équitable est un partenariat commercial fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial. Il contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs

⁴ MALCOLM Gillis, DWIGHT H Perkins et al, Economie de développement, édition Universitaire, Paris, 1990

marginalisés, tout particulièrement dans les pays en voie de développement. Les organisations du commerce équitable (soutenues par les consommateurs) s'engagent activement à soutenir les producteurs, à sensibiliser l'opinion et à mener campagne en faveur de changements dans les règles et pratiques du commerce international conventionnel. Par ailleurs, le stock de devise étrangère peut être une contrainte à l'importation. L'alimentation de l'ensemble de la population (rurale et urbaine) si ceci est trop faible. D'où, on devrait compter sur l'agriculture pour avoir une indépendance alimentaire. Cela diminue la dépendance envers l'extérieur surtout la dépendance alimentaire. Ainsi, le prix des denrées alimentaires sera contrôlé et ne s'exposera plus sur l'inflation importée. « La majorité des pays en voie de développement ne peuvent dépendre aussi fortement de leur recette en devise pour nourrir leur population »⁵.

c. La place de l'agriculture dans la croissance économique

La croissance économique c'est l'augmentation de la production pendant une période déterminée. L'agriculture quant à elle est une activité de production des biens. Dans cette sous-section on va faire une étude théorique et revue de lecture pour montrer que l'agriculture est un facteur de croissance économique. L'agriculture est parmi les facteurs de la croissance économique si est seulement si l'agriculture est capable de produire des biens pour augmenter la production d'une économie pendant une ou plusieurs périodes données. La bonne utilisation des facteurs de production augmente la production agricole. Cette augmentation enregistrée au niveau de la comptabilité nationale ou richesse nationale d'une économie fait qu'il y a une croissance économique au sein d'une économie. Dans l'histoire de la pensée économique on a montré que le courant physiocratie reconnaît l'importance de l'agriculture. Elle est la seule activité productrice. C'est l'agriculture qui contribue à la croissance économique. Pour les pays en développement, l'agriculture joue un rôle important dans la croissance économique. La majorité des habitants des pays pauvres tirent leurs substances du sol. Le seul moyen dont dispose les dirigeants réellement soucieux du bien-être de leurs citoyens, pour améliorer la situation du plus grand nombre d'entre eux, sont de les aider d'abord à accroître le produit de leurs cultures vivrières et ensuite, à augmenter les prix auxquels ils sont payés aux agriculteurs. Le secteur agricole peut également constituer une source majeure de capitaux pour une croissance économique moderne.

⁵ MALCOLM Gillis, DWIGHT H Perkins et al, *Economie de développement* 587, édition Universitaire, Paris, 1990

Chapitre 2 : QUELQUES DONNEES AGRICOLES A MADAGASCAR

Madagascar est doté de ressources naturelles importantes. Le capital naturel de Madagascar comprend les aires protégées, forêts, terres agricoles, ressources halieutiques et minière, ces richesses représentent l'essentiel de la richesse du pays. Ce qui implique qu'elle peut produire une large gamme de produits alimentaires et de fibre. Toutefois, 80% des 22 millions d'habitants vivent dans le milieu rural et dépendent de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. La majeure partie de la population malgache vit en dessous de seuil de pauvreté (des personnes consommant moins de 2133 calories par jours)⁶ et se débattent pour survivre. La dépendance de la population sur l'agriculture de subsistance rend la commercialisation difficile.

Section 1 : La population rurale et la population agricole

a. La population rurale

La population rurale constitue l'ensemble des individus qui résident dans le milieu rural. Le milieu rural est l'ensemble des Fokontany.

Tableau 1 : Effectif de la population rurale

Provinces	2007	2008	2009	2010
ANTANANARIVO	3 848 200	3 963 376	4 074 350	4 188 432
FIANARANTSOA	3 421 841	3 523 848	3 622 515	3 723 946
TOAMASINA	2 001 698	2 061 520	2 119 242	2 178 581
MAHAJANGA	1 874 674	1 931 198	1 985 271	2 040 859
TOLIARY	2 616 500	2 695 344	2 770 813	2 848 396
ANTSIRANANA	1 032 027	1 062 752	1 092 509	1 123 099
MADAGASCAR	14 794 940	15 238 038	15 664 703	16 103 315

Source : Service des Statistiques Agricoles/ DSEC

⁶ Résultat de l'étude sur le capital naturel fait par la banque mondiale, « les enjeux du Développement à Madagascar »

Parmi les 22 millions d'habitants à Madagascar, en 2010, 16 103 315 sont habitants ruraux, c'est-à-dire 73,2% de l'effectif de la population malgache est rurale qui sont répartis comme suit : 19,038% à Antananarivo, 16,927% à Fianarantsoa, 9,9% à Toamasina, 9,27% à Mahajanga, 12,947% à Toliary, 5,10% à Antsiranana de l'effectifs de la population malagasy. En effet, la majorité de la population malagasy sont dans les milieux ruraux.

b. La population agricole

La population agricole se caractérise la population occupée à l'agriculture comme leur subsistance. La plus souvent, elle se situe dans les zones rurales qu'elle utilise une technique agricole traditionnelle et donc, leur rendement est faible en comparant les coûts effectués au processus de production, ainsi que leur bénéfice est assez faible.

Tableau 2 : Effectifs de la population agricole

PROVINCE	2007	2008	2009	2010
ANTANANRIVO	3 412 738	3 412 738	3 508 295	3 606 527
FIANARANTSOA	3 215 147	3 215 147	3 305 171	3 397 716
TOAMASINA	1 933 917	1 933 917	1 988 067	2 043 733
MAHAJANGA	1 852 395	1 852 395	1 904 262	1 957 581
TOLIARY	2 252 951	2 252 951	2 596 678	2 669 385
ANTSIRANANA	1 134 950	1 134 950	1 166 729	1 199 397
MADAGASCAR	14 075 098	14 075 098	14 469 201	14 874 338

Source : service statistique agricoles/ DSEC

En 2010, Madagascar possède 14 874 338 de population agricole parmi les 16 103 315 de population rurale. En effet 67,64% de la population malagasy sont dans l'agriculture. Il est donc vrai que le secteur agricole (population rural et population agricole) est un réservoir de main d'œuvre. Mais il faut que ces populations agricoles soient bien réparties dans les exploitations pour éviter les gaspillages de mains d'œuvres ; en d'autre terme pour qu'il n'y

aille pas de productivité marginale négative. Voyons la répartition des exploitations agricoles par province.

c. Répartition des exploitations par province

« Une exploitation agricole étant définie comme une unité technico-économique de production agricole comprenant tous les animaux qui s’y trouvent et toute la terre utilisée entièrement ou en partie pour la production agricole et, qui soumise à une direction unique est exploitée par une seule, ou accompagnée d’autres personnes indépendamment du titre de possession, du statut juridique, de la taille et de l’emplacement »⁷.

Tableau 3 : l’exploitation par province

Province	1996		1999		2003		2005	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
ANTANANARIVO	492900	26,0	528105	24,8	547560	24,0	613024	25,2
FIANARANTSOA	414700	21,8	461967	21,7	526680	22,0	543400	22,4
TOAMASINA	266900	14,1	333495	15,6	406980	17,0	350184	14,4
MAHAJANGA	236800	12,5	291230	13,7	263340	11,0	315449	13,0
TOLIARY	299300	15,8	313078	14,7	406980	17,0	418301	14,2
ANTSIRANANA	186600	9,8	203768	9,6	215460	9,0	188135	7,7
MADAGASCAR	1897200	100,0	2131643	100,0	2394000	100,0	2428492	100,0

Sources : 1996 : enquête agricole 1995/1996 ; 1999 : enquête agricole de base 1998/1999 ; 2003 : ELPA 2003 ; 2005 : recensement agricole 2004/2005

En 2005, Madagascar possède 2428492 exploitations agricoles, dont les répartitions sont 613024 à Antananarivo, 543400 à Fianarantsoa, 350184 à Toamasina, 315449 à Mahajanga, 418301 à Toliara et enfin 188135 à Antsiranana. Ces chiffres nous montrent que l’agriculture tient une place importante à Madagascar. Il existe encore beaucoup de surface

⁷ Annuaire 2009-2010, statistique agricole, service de la statistique agricole, décembre 2012

agricole à exploiter. Et donc ces exploitations devront être répartir parmi ses populations rurales. Ces chiffres ci- dessus nous montrent que Madagascar est un pays à vocation agricole. Donc, il est normal que Madagascar concentre son avantage comparatif dans l'agriculture. Par rapport aux nombres de ses exploitations agricoles, quand est-il de la production agricole à Madagascar ?

Section 2 : les catégories des produits agricoles

a. Le riz

Le riz tient une place importante dans la communauté malagasy. Dans presque les trois-quarts des communes, le riz est la principale culture, le riz étant l'aliment de base de Malagasy. En termes de revenu, le riz est moins important, par contre, il est la principale source de revenu des ménages dans 45% des communes de Madagascar (2001). Le rendement médian du paddy de toutes les communes de Madagascar tourne autour de 2 tonnes l'hectare. Il y a toutefois des différences énormes entre les régions agro écologie, ces différences s'expliquent par des divers facteurs, comme la maîtrise d'eau, l'efficacité des institutions et les conditions naturelles de production, les technologies dominantes, l'accès aux intrants et aux informations.

Tableau 4 : production et commercialisation du paddy

Région	Production en 2001(en tonnes)	%commercialisé en dehors de la commune de production	Quantité commercialisé en tonnes
Vakinakaratra	177 150	26	45 528
Sud-ouest	57 280	36	20 678
Itasy	156 200	50	77 631
Marovoay	51 800	57	29 474
Lac alaoatra	304 040	56	171 175
Haute Matsiatra	140 500	42	59 572
Toamasina	193 045	9	16 602
Menabe	68 520	25	16 924
Sofia	308 350	31	94 972
Amoron'i Mania	99 950	27	26 687
Dian	123 810	17	21 419
Sava	139 200	19	26 287
Imerina Centrale	227 500	20	45 728
Mangoro	208 980	10	20 898
Mahajanga	86 940	23	20 083
Betsiboka	48 245	22	10 710
Melaky	63 760	21	13 645
Horombe	46 900	50	23 638
Sud-Est	144 090	28	40 922
Taolanaro	19 210	30	5 763
Madagascar	266 2470	28	750 817

Source : service statistique agricole/DSEC

Le tableau ci-dessus montre que les deux régions connus comme greniers de Madagascar, où la production est élevée, exportent en dehors de leurs frontières près de 56% de leur production de riz. Le riz est un produit stratégique à Madagascar : un produit à la fois économique, social et politique. Les gouvernements du pays qui se sont succédé, ont porté beaucoup d'importance sur l'autosuffisance du riz.

b. Les autres productions agricoles

Tableau 5 : production des principaux produits du règne végétal

PRODUIT	2007	2008	2009	2010
Paddy	3 595 755	3 914 175	4 540 434	4 737 965
Mais grain sec	45 3385	542 835	505 154	443 474
Haricot grain sec	79 505	80 485	82 095	82 130
Poids de cap	26 670	16 680	16 640	15 210
Manioc frais	2 993 585	3 021 080	3 048 290	3 008 895
Patate douce	894 555	902 630	223 755	225 850
Pomme de terre	216 620	219 630	223 755	225 850
Arachide en coque	60 145	59 855	59 740	59 495
Canne à sucre	480 525	474 440	475 000	447 780
Letchis	169 519	169 525	175 725	183 340
Café marchand	57 750	60100	56865	39760
Poivre noir sec	2 915	5 455	5 050	3 275
Girofle clou	10 030	17 115	16 335	9 535
Vanille verte	5 825	5 280	4 820	3 910
Cacao en fève	6 465	6 465	6 519	7 633
Tabac	2 117	2 087	2 484	3 499
Thé sec	374	246	323	311

Source : service statistiques agricoles/DSEC

Les chiffres nous montrent aussi que ces produits agricoles constituent des denrées alimentaires qui servent à nourrir les ménages, les régions, voire même la Nation. Ce qui va amener à une sécurité alimentaire. Ces chiffres illustrés dans les deux tableaux précédents montrent que la production n'est pas encore suffisante pour le développement, pour cause. Madagascar est encore dans le stade de la pauvreté. Par rapport aux autres pays qui ont le même potentiel agro-climatique (Madagascar perçoit une faible productivité malgré les nombres de ses exploitations agricoles). La faiblesse de la productivité pourrait s'expliquer par de multiples causes sous-jacentes qu'on va voir dans la prochaine section. Cette faiblesse de la productivité agricole nous rapporte à l'insécurité alimentaire. En effet, la sécurité alimentaire qui est l'une des rôles capitaux de l'agriculture dans le développement n'est pas remplie. Madagascar importe des denrées alimentaires. Exemple en 2007, Madagascar a importé 20 180 tonnes de paddy, soit 11 550 485 millions d'Ariary. Ce qui est une fuite de devise pour le pays.

PARTIE II : LES PROBLEMES MAJEURS DE DEVELOPPEMENT RURAL ET LES POLITIQUES A METTRE EN ŒUVRE

Nous regroupons dans ce chapitre les obstacles de développement sur le plan social, économique, politico-juridique et environnemental et technologique. Dans le deuxième chapitre on décrit l'historique des politiques sectorielles mises en œuvre tout en effectuant des analyses critiques.

Chapitre 1 : LES OBSTACLES DE DEVELOPPEMENT

On observe une forte interdépendance des différents problèmes rencontrés en milieu rural Malgache. Les uns favorisent ou entraînent l'apparition des autres.

Section 1 : Problèmes sociaux et technologiques

a. Les problèmes sociaux

-Faible niveau de vie

Sur le plan social, le degré de pauvreté est plus fort en milieu rural qu'en milieu urbain. On rencontre ce fait sur tous les indicateurs de développement : santé, éducation, nourritures... Le niveau d'éducation, d'information ainsi que la formation des paysans restent encore très bas. C'est la conséquence d'une faible scolarisation et l'absence des formations plus professionnelles. Par la suite les paysans n'arrivent pas à comprendre le message essentiel des informations utiles à la production et l'efficacité des sensibilisations n'est pas assurée. Il n'y pas de capital humain capable à absorber les innovations apportées par la nouvelle technologie de production. Le tableau ci-dessous montre la structure des emplois par branche d'activité selon le niveau d'instruction.

Tableau 6 : Evolution de ratio de pauvreté de 1993 à 2007

Milieu	1993	1997	1999	2001	2002	2004	2005	2006	2007
Urbain	50.1	63.2	52.1	44.1	61.6	53.7	52.0	50.3	48.8
Rural	74.5	76.0	76.7	77.1	86.4	77.3	73.5	72.4	71.4
Ensemble	70.0	73.3	71.3	69.6	80.7	72.1	68.7	67.5	66.4

Source : INSTAT/DSM/EPM 1993,1997, 1999, 2001, 2002, 2004, 2005, 2006, 2007

Le ratio de la pauvreté dans le monde rural est plus élevé car il varie entre 4% et 86.4%. Ce ratio de la pauvreté dans le monde rural est plus fort par rapport à celle de l'ensemble de la population malagasy. Par contre, la pauvreté en milieu urbain est plus faible par rapport à celles de l'ensemble et du milieu rural. Généralement, la pauvreté atteint le niveau le plus élevé après la crise de 2002.

- Les inconvénients des cultures et tradition :

La diversité ethnique dans le pays traduit une diversité des coutumes et des traditions et cela se manifeste presque dans toutes les régions. Parfois, ces coutumes et tradition constituent un blocage du développement du monde rural en général. Dans la région du Sud par exemple, la richesse est matérialisée par la possession des zébus, les gens ont seulement l'initiative de les amasser au lieu d'acquérir des matériels de production. Sur le plan social, l'insécurité nuit surtout au développement futur des régions reculées. Cela se traduit par la faible volonté des fonctionnaires d'y aller travailler et le manque d'attraction pour les secteurs privés. Les problèmes sociaux assez dominant et généralisés à la majorité de la population entraînent le dysfonctionnement de l'économie.

b. Problèmes technologiques face à la structure de l'éducation

-La difficulté d'implantation des nouvelles technologies :

Il n'y a pas encore de nouvelles technologies car leur coût est très élevé. On remarque une pénurie de capital dans les pays en voie de développement. Cela reste un problème difficile à résoudre à cause du manque d'investissement. En outre, ces pays n'exploitent pas de manière plus efficace les capitaux à leur disposition. Même s'ils n'ont pas encore atteint un niveau élevé de leur croissance, l'accroissement du volume de production n'est pas significatif par rapport à la hausse de l'investissement réalisé. Il n'y a donc pas de rendement croissant. Seule l'augmentation des surfaces cultivées contribue peu à l'augmentation du volume de production.

Tableau 7 : Structure des emplois par branche d'activité selon le niveau d'instruction

	Sans instruction	primaire	secondaire	supérieur	Ensemble
Agriculture primaire	92.3	86.5	54.6	18.4	82.0
Industrie alimentaire	NS	0.2	0.7	1.1	0.2
Textile	NS	0.4	3.3	3.3	0.8
BTP/HIMO	0.5	1.1	2.7	5.1	1.2
Autres industries	0.5	0.9	3.0	7.0	1.3
Commerce	2.1	4.5	11.7	8.5	4.9
Transport	0.2	0.6	2.3	3.8	0.8
Santé privée	NS	NS	0.2	2.0	0.1
Enseignement privée	NS	0.1	1.5	7.8	0.5
Administration publique	0.1	0.5	7.6	28.5	2.1
Autres services publique	4.3	5.2	12.4	14.5	6.2
TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0	1000.0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

-L'incapacité d'assimilation des nouvelles technologies

D'après ce tableau-8, les sans instruction et ceux qui n'ont atteint que le niveau de scolarisation primaire se sont orientés vers l'activité agricole primaire. Cela justifie une faiblesse généralisée de l'éducation en milieu rural. La part des universitaires opérant dans le secteur agricole est minime (18.4% seulement) par rapport l'importance de ce secteur dans le pays. Si on raisonne à partir du capital humain, l'état de celui-ci amplifie le problème de manque de capital physique. Bien qu'en très grande quantité et à faible coût, les ressources humaines dans les pays pauvres n'ont pas la capacité d'absorber les innovations apportées par la nouvelle technologie. Leurs expériences et leurs savoir-faire technique ne correspondent pas à ces innovations. Quand les investissements dépassent la capacité d'absorption, leur rendement devient très faible. Cette absence de rendement croissant conduit à une baisse des investissements : les investisseurs privés n'ont pas la motivation avec une telle situation. Quant aux interventions étatiques, faute de moyen de financement, le pouvoir public continue le soutien des projets à faible rendement.

Section 2 : Les problèmes liés à la démographie

a. Problème économiques relatifs à la démographie

Le problème économique est confronté à des difficultés relatives à la démographie, la faiblesse structurelle ainsi qu'au revenu.

-L'accroissement démographique

On assiste maintenant à une croissance démographique galopante, 2.8%/an en moyenne. La non mobilisation de la plupart de la population active, des jeunes de 20 à 45 ans, aggrave la situation. L'accroissement de la population urbaine à cause de l'émigration des ruraux vers les centres villes doit impérativement s'accompagner de l'accroissement de la productivité agricole. Cependant, le déplacement de la main-d'œuvre rural en ville sous-entend une migration des actifs agricoles en dehors de ce secteur. Si cette migration des actifs se produit avec l'absence de capacité d'absorption des mains-d'œuvre des autres secteurs, il n'y aura jamais de développement économique : la productivité agricole diminue à cause de la régression des forces de travail. Les mains-d'œuvre sont insuffisantes et en même temps, la demande d'alimentation urbaine augmente. Le terme de l'échange se dégrade au détriment de

l'industrie locale. Cela entraîne une baisse de profit et ensuite l'arrêt de la croissance. Ainsi, la hausse du taux de chômage urbain n'est pas à écarter.

- La faiblesse infrastructurelle

L'absence des infrastructures est très remarquable : infrastructure de base (routes...) et infrastructures productives (telles les infrastructures d'irrigation, conditionnement...). On ne peut pas négliger le problème d'accessibilité des zones productives. En premier lieu, on assiste à un problème d'enclavement de ces zones à cause du mauvais état des infrastructures routières. C'est le grand obstacle du transport et de la distribution. Cela touche défavorablement le prix des produits agricoles. Les coûts de transport seront récupérés directement à la fois sur les producteurs et les consommateurs. La mise en place des infrastructures agricoles est primordiale pour avoir une production de grande échelle. Il en est de même pour les infrastructures routières et ce afin de désenclaver les zones productives et d'assurer la distribution des produits et la mobilité géographique des hommes.

- Le revenu insuffisant lié à au système de délocalisation des produits désavantageux

Le revenu des producteurs locaux serait largement accru si leur production est destinée au marché de taille plus élargie. Cela est d'autant plus avantageux du fait de la dévaluation de la monnaie nationale. Or, le système de distribution existant ne permet pas d'améliorer le niveau de revenu des agriculteurs. Ce système privilège une minorité d'intermédiaires collecteurs au détriment de la grande partie de la population rurale. Faute de moyen de distribution et par peur de ne pas trouver des acquéreurs, les producteurs acceptent de vendre leurs produits à des prix très bas. Un tel système ne permet pas l'accroissement du revenu des agriculteurs et conduit souvent à la démotivation de ces derniers. Les grands collecteurs servent d'intermédiaire entre les sous collecteurs et les grossistes locaux ou les exportateurs. On voit alors qu'il existe beaucoup d'intermédiaires entre les producteurs et les détaillants ou les exportateurs. Cela a des impacts négatifs sur le revenu des agriculteurs

- Le riz et l'insécurité alimentaire

L'un des grands problèmes socio-économique menaçant le pays est l'insécurité alimentaire. Il nous est intéressant d'accorder une importance particulière à la filière riz, la principale alimentation de base de Malagasy, la plus produite et la plus consommée. Rappelons que la riziculture occupe 45% des terres cultivables et 73% des agriculteurs. De même, le paddy contribue le plus à la formation de revenus d'une grande majorité des ménages ruraux. La

riziculture est également génératrice et créateur d'emplois étant donné que les techniques de cultures restent encore très traditionnelles et exigent un volume important des mains-d'œuvre salariées. Elle engage 10 à 15% des dépenses des paysans, y compris l'acquisition des intrants et des matériels agricoles. Classé dans le PPN (Produit de Première Nécessité). La fluctuation au niveau du prix et de volume de la production rizicole dans le pays agit significativement sur l'ensemble de l'économie. La filière rizicole malagasy possède des atouts : situation agro-écologique favorable, savoir faire des paysans, niveau de consommation du riz élevé, développement de la recherche attribuée particulièrement à la riziculture. Cependant, le problème est survenu car la forte domination de la culture de subsistance, utilisant des techniques traditionnelles, affaiblit le rendement de la production. Ce qui conduit à l'insuffisance de l'offre au niveau national. On aurait donc recours à l'importation car l'offre nationale de riz ne suit pas la demande, le stock existant n'arrive pas à assurer la consommation jusqu'à la prochaine saison. En volume, les consommateurs malgaches sont peu dépendants de l'extérieur puisque 10% seulement de leur approvisionnement (1.814.000 tonnes)⁸ sont constituées de riz importé et ont une part importante du marché.

Tableau 8 : évolution de la production de paddy et de la population

Année	Production de paddy (en tonne)	Population
1960	1 200 000	5 505 900
1970	1 900 000	6 788 000
1990	2 420 000	1 1239 000
1995	2 450 000	12 903 000
1996	2 500 000	13 265 000
1997	2 558 000	13 636 000
1998	2 447 000	14 018 000
1999	2 570 300	14 410 000
2000	2480470	14814000
2001	2662470	15229000
2002	2603965	15655000
2003	2800000	16093000

Source : Service des statistiques agricoles, MAEP.2004

⁸ *Source* : Service des statistiques agricoles, MAEP.2004

On remarque ici que l'accroissement de la production rizicole ne correspond pas à celui de la population. Celle-ci a triplé de nombre de 1960 à 2003 alors que la production n'a que doublé. De 1990 à 2003, le taux de croissance moyen annuel de la production de paddy est de 1,2% tandis que celui de la population est estimé à quelque 2,8%. Ceci traduit la diminution de la production de riz par tête. Ces accroissements à deux vitesses expliquent le risque d'insécurité alimentaire dans le pays.

On observe des contraintes techniques, physiques, économiques et institutionnelles lors de la production rizicole :

- Une météorologie défavorable : dépressions ou cyclones tropicaux et variation légère des saisons des pluies (inondations, sécheresse)
- La détérioration de l'environnement naturel et la baisse de fertilité des sols
- L'état défaillant des réseaux d'irrigation et mauvaise gestion des eaux
- La faible application d'itinéraires techniques améliorés due aux problèmes de communication (manque de diffusion de résultats, problème de vulgarisation, de diffusion de semences) et aux problèmes techniques (incompatibilité de la technique avec les caractéristiques climatiques et culturelles des régions)
- Climat d'investissement morose.

- L'asymétrie d'informations, les risques et les incertitudes

Partant du principe que Madagascar est un pays encore en transition d'une économie étatique à une économie de marché, Le secteur agricole malagasy comme dans le monde entier, doit faire face aux risques et incertitudes. Ces risques concernent la production et les prix. La défaillance de la transmission des informations sur l'économie nous laisse entreprendre dans un environnement risqué. On constate une opacité des informations disponibles et un manque de transparence des marchés alors qu'il serait important de faire connaître aux paysans les opportunités de commercialisation par la mise en place d'un SIM (Système d'information du marché). Si l'on cherche à offrir une information instantanément afin que les producteurs puissent commercialiser leurs produits vers les marchés les plus favorables, il faut un laps de temps très court entre la collecte et la diffusion des données car des variations peuvent se produire incessamment. Il est intéressant de savoir le prix de marché d'une marchandise ainsi que les fluctuations économiques. Malheureusement, un tel système n'existe pas encore à Madagascar à cause du coût d'installation élevé et à l'incapacité de maîtriser la technologie.

Pour collecter une information fiable et la diffuser à bon moment, il faut des moyens et des compétences considérables. Le risque de production est imposé par l'emplacement géographique de Madagascar. On rencontre des dégâts naturels (cyclones, grêles, pluies tardives ou précoces). La partie orientale est fréquemment touchée. Ainsi, les faiblesses infrastructurelles causent souvent des problèmes graves (inondation, sécheresse). 75% des parcelles agricoles présentent des problèmes de production. La majorité de ces problèmes ont rapport avec les questions de gestion d'eau. Si un système d'irrigation amélioré est réalisé pour réduire les risques de production, ceci n'est pas valable pour l'agriculture malagasy. Pour des parcelles dans les bas-fonds qui n'ont pas de problème d'infrastructure d'irrigation, un nombre important d'entre eux déclare toujours avoir des problèmes de gestion d'eau.

Sur le plan institutionnel, l'accès des paysans aux crédits reste à développer. Les taux d'intérêt pratiqués par les institutions de crédit sont souvent élevés. Ce qui rend ce mode de financement peu utilisé. Un petit nombre de ménages ruraux malagasy (4%) déclarent capable à avoir accès aux crédits. Le secteur agricole est caractérisé par des risques élevés de production. Les institutions financières ne seront pas donc suffisamment assurées quant au remboursement des crédits octroyés aux petits exploitants. Quant au risque de prix, il ne devrait pas être négligé car les prix dans le secteur agricole sont sensiblement fluctuants. Ces genres de risques sont des déterminants importants car les régions à risque de production élevé connaissent des problèmes de pauvreté et de vulnérabilité graves. Un environnement risqué entraîne une réticence à l'investissement dans les secteurs agricoles. Par contre, la réduction des risques (Ex : meilleure système d'irrigation) conduit une augmentation de l'utilisation des intrants et par suite un rendement plus élevé. L'imperfection socio-économique a nécessairement un impact négatif sur l'environnement.

b. Ressources naturelles et environnement

- La forte pression des activités humaines

Dans les agricultures faiblement mécanisées, telles que celles de la majorité des pays africains, l'appropriation foncière et la disponibilité de la main-d'œuvre représentent les deux facteurs majeurs du Développement agricole. L'effectif de la population rurale et sa répartition sur le territoire sont donc deux données essentielles de la mise en valeur des activités agricole d'un pays. Madagascar qui connaît actuellement une croissance démographique significative est un pays dont la majorité de la population vit en zone rural et

dépend des activités agricoles. L'analyse des effectifs de la population rurale et de sa répartition dans l'espace permet de mieux comprendre les enjeux de peuplement. La pression sur l'espace, sur les ressources et notamment sur les terres arables est ressentie au niveau des activités productives des ruraux. De même les conséquences de la pression jugée trop forte sont diverses : intensification de l'exploitation de l'agriculture, entraînant par la suite une forte exploitation des ressources naturelles ; déplacement des populations vers les villes ou d'autres zones rurales moins peuplées, etc. Sur le plan écologique, Madagascar est l'un des pays qui a un taux d'endémicité le plus élevé au monde. La dégradation de l'environnement malgache résulte en partie du faible apport en technologie, de la pratique de la culture sur brûlis ainsi que du taux élevé de croissance démographique. Généralement, elle est la conséquence des activités humaines. « Il est possible de réduire l'importante empreinte écologique de l'agriculture, d'atténuer la vulnérabilité des systèmes agricoles aux changements climatiques et d'exploiter l'agriculture pour produire un plus grand nombre de services environnementaux »⁹.

Tableau 9 : intrants agricoles et environnement à Madagascar

Terre				Environnement	
Terre de culture arable et permanente		Terre irriguées		Prélèvement d'eau pour l'agriculture (% total) 2002	Déforestation moyenne/an 1990-2005 (%)
Millier d'hectares 2003-2005	Hectare/hab 2003-2005	Terres cultivables arables en %	Croissances annuel moyenne en % 1990-2003		
3550	0.3	30.6	0.4	96	0.4

Source : rapport sur le développement dans le monde 2008, Banque mondiale.

Le plus remarquable dans ce tableau est que 96% de ressources en eau sont utilisées dans le secteur agricole. L'imperfection de la gestion de l'eau pourrait causer un trouble écologique

⁹ Le Rapport sur le développement dans le monde 2008, Banque mondiale

considérable. La déforestation à grande échelle est un sérieux problème en milieu rural. La superficie des forêts a été réduite de 50 % pendant les 30 dernières années et dans certaines régions, l'érosion contribue à une perte de productivité agricole et constitue une menace pour les infrastructures. Il faut rappeler que la ressource forestière peut être considérée comme une ressource non renouvelable car son renouvellement nécessite plusieurs années. Il est très difficile d'harmoniser la tendance actuelle qui vise à un aménagement multifonctionnel des espaces forestières en combinant la conservation de la biodiversité et l'amélioration des conditions de vie de la population locale.

- L'ignorance des masses et l'exploitation irrationnelle

La dégradation du sol est directement liée aux activités humaines, notamment agricoles. Le remplacement de la végétation primitive climatique par une végétation secondaire, modifie les processus de pédogenèse. C'est l'une des principales perturbations anthropiques (exemple : le remplacement de forêts de feuillus par des plantations de pins est source d'acidification, et de dégradation des sols et de l'eau). A cela s'ajoute la hausse considérable de l'érosion, qui est maintenant le principal facteur de la dégradation des sols.

L'agriculture augmente les risques d'érosion en perturbant la végétation locale. Parmi les pratiques accélérant l'érosion du sol :

- Surpâturage : écologiquement, les défrichements agricoles et les pâtures des animaux du grand élevage sont les activités générant les impacts environnementaux les plus destructeurs.
- L'acidification, la salinisation et éventuellement la désertification qui peuvent être induits ou exacerbés par les changements climatiques, mais aussi par l'irrigation et le drainage ;
- Monoculture ;
- Défrichage et déforestation de grandes parcelles pour augmenter la surface agricole ;
- Sillon dans le sens de la pente ;
- L'érosion (hydrique et/ou éolienne) ; elle est facilitée par le labour et/ou désherbage qui laissent les sols nus trop longtemps (ils sont alors déstructurés et dégradés par l'action des sécheresses et/ou l'impact des pluies qui les lessivent au lieu de les pénétrer ;
- Usage excessif d'intrants ;

- Coupes rases abusives ;
- Usage répété et à large échelle du feu.

La dégradation des sols émane de l'activité humaine : les producteurs et usagers ruraux sont ignorants des problèmes environnementaux, irrationnels dans leurs décisions et pratiques. Les problèmes environnementaux résultent donc des pratiques inadaptées des usagers. De façon plus structurelle, la démographie galopante, le manque de planification, et l'ignorance en sont les principales causes. Une agriculture qui assouvit les besoins actuels des groupes sociaux qui la mettent en œuvre, sans porter préjudice aux besoins de groupes sociaux voisins ni aux besoins des générations futures; cet objectif est atteint par un effort permanent de tous les membres de ces groupes d'adapter leurs systèmes complexes d'activité et de revenus aux changements de leur environnement, de façon à protéger et à augmenter les capitaux naturels, humains, sociaux et physiques, pour eux-mêmes et pour les générations futures. Cette définition confirme l'importance de l'agriculture dans l'éradication de la pauvreté, la promotion de l'équité au niveau de l'agriculture familiale tout en évitant la surexploitation de la nature. Elle prend en compte également le caractère dynamique et continu du processus de développement.

-Forte utilisation des charbons de bois et des bois de chauffage

En raison d'une pression anthropique très forte, les forêts Malagasy sont actuellement en nette régression. Du fait que l'agriculture soit l'activité de la population rurale, l'extension des terres agricoles vers les sols forestiers est la cause majeure de la déforestation. Celle-ci est amplifiée par l'utilisation en très grand volume des arbres comme énergie de chauffage (environ 75% des ménages malagasy utilisent quotidiennement le charbon de bois et les bois de chauffage)¹⁰. La recherche effectuée dans la région du Menabe central, côte ouest de Madagascar, la perte annuelle de couverture forestière (forêt dense sèche) avoisine 1%. L'utilisation du feu pour le renouvellement des pâturages accentue la déforestation, et le surpâturage présent en saison sèche crée des déséquilibres écologiques locaux.

Actuellement, environ 78% des ménages malgaches n'ont pas accès à l'électricité. Le développement de l'électrification dans les zones non ou mal desservies constitue donc une priorité nationale qui soutiendra les efforts déployés dans les autres secteurs comme la santé, l'éducation et l'industrie. L'intensification de l'exploitation entraîne souvent à des problèmes

¹⁰ Publication de l'Office National de l'Environnement 2005

au niveau foncier. Mais ce n'est pas seulement ces genres de problèmes qui existent mais aussi et surtout des lacunes sur les services publics fonciers.

Section 3 : Problème politico-juridique

a. Les problèmes fonciers

Distinguée des autres secteurs, l'agriculture accorde une importance capitale à la terre en tant que facteur principale de production. Or, le problème lié à la terre est un des principales problématiques de la pauvreté rurale. L'accès des acteurs économiques à la terre et les conflits de propriété forment le premier blocage des activités productives. La question foncière se trouve ainsi et plus que jamais au centre de l'actualité, en particulier dans les milieux ruraux. Il n'est plus possible de ne pas le parler dans toute action en matière de développement rural ou d'aménagement du territoire. A Madagascar, les nouveaux besoins des surfaces cultivables induits par la forte croissance démographique rendent la question foncière d'autant plus préoccupante car les principales régions agricoles connaissent une saturation de leurs ressources en terre. Face à la rareté, la demande de sécurisation foncière de la part des populations rurales devient donc de plus en plus impérieuse et c'est dans ce sens qu'une ambitieuse réforme foncière a été élaborée par les pouvoirs publics en 2005. La variable foncière est étroitement interdépendante avec la production agricole, l'investissement, la durabilité des exploitations, la gestion des ressources naturelles, la dynamique démographique, l'héritage et la transmission des terres, l'organisation sociale, l'émergence d'un marché de la terre.

Tableau 10 : Proportion de ménages ayant reconnu des problèmes fonciers

	Urbain	Rural	Ensemble
Analamanga	12,1	12,5	12,3
Vakinankaratra	14,3	12,1	12,6
Itasy	16,8	11,2	11,9
Bongolava	35,3	21,1	24,2
Mahatsiatra Ambony	46,6	24,5	28,6
Amoron'i Mania	37,8	35,4	35,7
Vatovavy Fitovinany	26,9	34,1	33,1
Ihorombe	19,2	17,8	18,3
Atsimo Antsinana	10,1	2,8	3,8
Antsinana	26,7	29,2	28,6
Analanjirofo	40,1	40,7	40,6
Alaotra Mangoro	28,7	26,7	27,0
Boeny	37,2	36,2	36,6
Sofia	7,0	6,5	6,5
Betsiboka	53,4	41,6	45,0
Melaky	21,2	10,3	14,8
Atsimo Andrefana	10,8	19,0	17,3
Androy	12,4	6,0	7,6
Anosy	29,9	25,8	26,5
Menabe	11,5	6,0	7,1
DIANA	9,4	20,1	17,3
SAVA	27,8	15,0	16,2
Ensemble	21,2	22,2	20,5

Source : INSTAT/DSM/EPM2004

Le problème foncier est présent dans toutes les régions de l'île tant en milieu rural qu'urbain. Ce genre de problème est plus fréquent dans les régions de Betsiboka, Boeny, Vatovavy Fitovinany, Amoron'i Mania.

b. l'inefficacité administrative en matière foncière

Par le principe de centralisation du système domanial et foncier, l'Etat dispose de l'ensemble des terres non immatriculées ni cadastrées et devrait les gérer, sans ressources financières et sans compétences suffisantes. Ce principe tend à ignorer les droits de jouissance précédents et fait de l'Etat le propriétaire unique déconcentrés, censé servir la demande de millions de requérants. On assistait auparavant une gestion traditionnelle de la terre mais actuellement, cette gestion relève de la compétence de l'Etat. Ce dernier a pris une telle initiative car la terre devient de plus en plus un bien marchand comme tout autre. On essaie de faire une immatriculation collective ou cadastre mais cela est très difficile à réaliser. La déconcentration de l'administration à l'aide de l'implantation des services fonciers régionaux facilite la procédure de régularisation de la terre or le coût à supporter par les usagers est un peu élevé (Ar 140000/ha). L'Etat a donc besoin d'une aide ou financement extérieure (Ex : le projet de réforme foncière financé par le MCA) ; Un autre problème réside sur un très grand nombre de ménages qui demandent l'acquisition des terrains domaniaux ainsi que l'obtention de reconnaissance écrite de leur droit foncier auprès des services compétents. On enregistre environ 500000 demande d'acquisition, Seuls 330.000 titres ont été établis depuis un siècle et actuellement, le rythme de délivrance d'actes stagne autour de 1.000 titres par an. Les demandes d'acquisition déposées depuis un demi-siècle demeurent sans suites tandis que la superficie des propriétés titrées ne dépasse pas un quinzième du territoire. Le long délai d'obtention des documents fonciers comme le certificat juridique est aussi un obstacle pour les usagers. Le système d'immatriculation foncière individuelle nécessite donc beaucoup de temps tandis que la distribution collective a un coût monétaire très élevé. En conséquence, l'incertitude généralisée sur la capacité de l'Etat à gérer les problèmes relatifs à la terre favorise le développement des conflits pour la maîtrise de celle-ci, surtout quand la survie d'un groupe familial tient à l'exploitation d'une parcelle.

Le problème foncier à Madagascar nuit directement l'économie régionale et nationale : aucune fiscalité foncière locale ne peut être organisée et les budgets communaux restent dépendants des subventions accordées par le niveau central. Par ailleurs, l'investissement privé est contrarié, les producteurs ruraux ne sont pas incités à des investissements durables

sur leurs terrains. Ils n'ont aucun intérêt à bonifier des parcelles dont ils ne sont pas assurés de l'exploitation à long terme. Les entrepreneurs ne peuvent se risquer à investir en infrastructures productives ou commerciales tant que leurs droits sur une parcelle ne sont pas garantis de manière transparente et fiable. C'est-à-dire que leurs investissements soient sécurisés. Certains projets de développement annulent leurs intentions de financement quand le statut juridique des terrains n'est pas clarifié. On peut douter la capacité des services fonciers, dans leur forme actuelle, à gérer l'ensemble des terres agricoles et urbaines de Madagascar. Faute de régulation foncière communautaire et en raison de la faible capacité des services fonciers, un sentiment d'insécurité foncière s'est propagé sur l'ensemble du territoire. Peu de citoyens sont assurés de leurs droits sur la terre et nombreux sont ceux qui craignent une tentative de spoliation capable d'activer l'aboutissement d'un dossier d'immatriculation foncière.

c. Des politiques foncières discriminantes

Souvent, les politiques foncières ont été adoptées pour servir l'intérêt des groupes dominants. Or, on devrait favoriser l'efficacité de l'utilisation des terres. La conséquence directe en est la politisation des affaires liées à la terre. Par ailleurs, la jouissance coutumière n'est pas reconnue légalement. Le pouvoir public considère la majeure partie des terres (les terrains domaniaux) comme étant des « terres d'Etat ». Ceux qui utilisent ces terres depuis des générations n'ont que des droits de jouissance non garantis par la législation foncière. Ils risquent de les perdre pour cause d'utilité publique ou d'implantation des grandes sociétés privées et ce avec moindres ou pas de compensations. Cette situation s'est aggravée car la plupart des ménages ruraux sont mal informés et ne connaissent pas la loi en vigueur. Les terres collectives et les ressources de propriété commune constituent le cas de jouissance coutumière. Or, celle-ci permet l'acquisition des terres aux pauvres et leur fournit une valeur culturelle et productive.

Tableau 11 : Taux d'acquisition des terrains agricoles par région

Région	Achat	Héritage	Don	Défrichement	Autre	NPP
Analamanga	14,7	74,6	2,6	5,5	1,5	11
Vakinankaratra	24,9	62,3	3,7	6,4	0,6	2,1
Itasy	14,8	43,0	14,7	24,0	0,1	3,5
Bongolava	36,4	16,1	8,1	36,7	2,0	0,7
Mahatsiatra ambony	6,5	88,8	1,2	1,6	0,0	1,9
Amoron'i mania	5,9	87,2	0,7	3,7	0,9	1,7
Vatovavy fitovinany	5,9	66,5	1,2	14,3	0,6	1,5
Ihorombe	6,2	47,5	14,0	27,1	4,7	0,4
Atsimo antsinana	8,5	81,9	1,4	5,1	0,3	2,7
Antsinanana	22,2	56,9	7,8	9,4	1,6	2,2
Analanjirifo	16,4	34,4	0,4	41,9	3,8	3,1
Alotra mangoro	22,2	56,9	7,8	9,4	1,6	2,2
Boeny	16,4	34,4	0,4	41,9	3,8	3,1
Sofia	5,9	60,0	9,7	21,5	1,8	1,1
Betsiboka	32,8	35,6	4,4	26,6	0,1	0,5
Melaky	3,0	17,0	3,7	73,8	2,2	0,3
Atsimo andrefana	4,1	8,9	6,8	4,4	1,4	1,3
Androy	9,5	69,7	13,9	6,7	0,3	0,0
Anosy	11,6	64,4	6,0	14,9	0,8	2,3
Menabe	12,0	44,2	1,5	40,5	0,4	1,4
DIANA	9,6	34,0	28,4	20,9	5,5	1,7
SAVA	18,3	47,6	23,2	6,8	2,0	2,2

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

ssOn remarque d'après les données de ce tableau que le mode d'acquisition des terrains reste en grande partie l'héritage. On enregistre presque dans toutes les régions ce mode d'acquisition. Cependant, on rencontre le mode d'acquisition par défrichement dans quelques régions : Melaky (73.8%), Boeny (41.9%), Menabe (40.5), Bongolava (36.7%). Ainsi, le mode d'acquisition par achat est considérable dans la région de Bongolava (36.4%)

Chapitre 2 : LA POLITIQUE AGRICOLE

Section 1 : Historique des politiques mises en œuvre

a. L'étatisation des secteurs de production et le socialisme

Au lendemain de l'indépendance, le gouvernement à l'époque a fortement intervenu sur les marchés agricoles. Pendant la première république, les petits exploitants ont organisé la commercialisation du riz avec le Bureau de Commercialisation et de Stabilisation du riz (BCSR). Ce bureau fixait les prix minimum et maximum, formait des crédits aux fermiers et instaurait des organisations paysannes. La politique agricole de l'époque consistait à élargir le secteur agricole à travers des grandes infrastructures d'irrigation telles que le lac Alaotra, Marovoay, Dabara et le delta de Mangoky. Ceci était accompagné par l'utilisation des intrants modernes (engrais, pesticides) et des matériels plus performants.

Au début des années 70, le régime socialiste intervenait directement quant à la distribution et la commercialisation des produits agricoles. Ainsi, la SINPA (Société d'Intérêt National des Produits Agricoles) a été créée. C'était un établissement national paraétatique monopoliste. Cette société avait comme responsabilité de collecter, de transformer et de commercialiser les produits agricoles. Un système de prélèvement fiscal ainsi que des barrières économiques furent créés dans le but de permettre à chaque fokotany de percevoir des profits de la production locale et de contrôler les mouvements des produits et assurer l'approvisionnement de la population locale. Une demande d'autorisation écrite auprès des administrations locales était obligatoire pour pouvoir transporter du riz. Par ailleurs, on pratiquait une mesure de fixation et de subvention des prix des produits alimentaires intérieurs dans le but d'obtenir une baisse des prix de ces produits. Il en était de même pour les intrants (engrais, pesticides). Au niveau des producteurs, le gouvernement fixait les prix de vente à chaque début de campagne de collecte.

Des 1976 à 1981, on assistait à une révolution nationale démocrate qui se traduisait par un engagement plus profond de l'Etat dans le système de production socialiste : nationalisation des sociétés de transformation (les grandes rizeries), des sociétés de distribution et de commercialisation (SINPA, ROSO, SOMACODIS), des institutions de crédits par le contrôle des systèmes bancaires (BTM, BFV, BNI...) et des sociétés de distribution de l'énergie et des carburants. L'intervention était aussi très remarquée dans l'approvisionnement des intrants, le transport, le secteur de service. On encourageait la mode de production collective en créant

les coopératives. Les objectifs étaient la valorisation des travaux des paysans, l'obtention de l'autosuffisance alimentaire, la transformation structurelle d'une économie agricole vers l'économie de marché

b. Le changement du régime économique

De 1982 à 1991 la démotivation des producteurs et la dégradation de l'agriculture causaient une pénurie. C'est à partir de cette période qu'on fait recours aux bailleurs de fonds traditionnels (FMI et Banque mondiale). Ces derniers exigent la mise en place du programme d'ajustement structurel (PAS). Ce programme conduit à la libéralisation de l'économie nationale. L'objectif était de rétablir les prix relatifs pour promouvoir la production et l'exportation (rétablissement de la demande interne et externe). La libéralisation interne sur le marché des produits agricoles fut instaurée en 1983 quand l'Etat était incapable de financer les subventions des prix alimentaires. Il a abandonné officiellement le monopôle des de commerce de ces produits.

Dans les années 80, un renversement politique fut instauré. On assistait à une transition d'un système de commercialisation et de distribution alimentaire étatique vers la libéralisation du marché. Cette transition fut cependant très progressive. On pratiquait la libéralisation du commerce de riz, sauf dans les régions d'Alaotra et de Marovoay. Ainsi, la libéralisation fut totale vers la fin de cette décennie. Mais on faisait cependant une exclusion quant à l'exportation du café, de la vanille et du clou de girofle.

A partir des années 90, les politiques de prix sur les producteurs préoccupent le gouvernement. Il a commencé à intervenir sur les prix frontières. Les prix sur les consommateurs et les incitations des restrictions internes étaient plus délaissés. Cette initiative a été prise pour gérer les prix alimentaires internes. En 2004 par exemple, la politique fiscale sur les produits alimentaires imposait une taxe à l'importation à 21%, mais la protection réelle était de 31% car on percevait une TVA de 20% aux produits importés. Après la crise du riz de 2004, les taxes à l'importation du riz furent réduites à 0% en 2005. Récemment, l'implantation du MCA dans le pays permet de réaliser une nette évolution sur le domaine foncier et le financement du monde rural. Dans l'optique de coopération MCA-Madagascar, l'objectif est d'orienter et accompagner les producteurs ruraux de l'économie de subsistance à l'économie de marché. Le MCA opérait en complémentarité avec les programmes gouvernementaux. La promotion et l'amélioration des services et des produits financiers

répondant aux besoins de la population rurale, offerts par les Institutions de Micro-finance, est primordiale pour réaliser ce grand changement. Sur le volet finance, on projetait de :

- Amélioration des infrastructures financière ;
- Modernisation du système de paiement national ;
- Amélioration de la mobilisation de l'Epargne ;
- Renforcement des activités de la Caisse d'Epargne de Madagascar (CEM) ;
- Amélioration des instruments de financement pour les producteurs ruraux ;
- Amélioration de l'efficacité des Mécanismes de financement, de gestion et de contrôle.

Sur le plan foncier, on accordait un appui au PNF (Programme National Foncier) et aussi au DDSF (Direction des Domaines et des Services Fonciers). Ce programme visait plus particulièrement au :

- Support au développement du Programme National Foncier ;
- Décentralisation de la gestion foncière ;
- Amélioration de la capacité de l'Administration foncière et domaniale pour assurer des services publics fonciers.

Dans le secteur agricole, on adoptait l'ABIP PROJECT (Agrobusiness Promotion Project). On délimite dans ce projet la promotion de l'agro-industrie, de l'agriculture contractuelle, de la recherche d'opportunités d'investissement et enfin de l'accès au marché, aux technologies et renforcement des capacités.

Auparavant, l'Etat monopolisait le système de production mais l'inefficacité d'une telle politique amenait celui-ci à se désengager progressivement de la gestion de l'économie nationale. Après la réalisation du PAS, le gouvernement élargissait de plus en plus la coopération avec les organismes internationaux. Faisons maintenant une analyse critique de ces politiques effectuées.

Section 2 : analyse critique des politiques effectués

a. Sur la politique commerciale et les couts de production

L'objectif de l'instauration des barrières économique était de stabiliser les prix des produits à l'exportation (principalement le café, la vanille et le girofle), ledit système a pénalisé ces cultures. Les producteurs de café n'ont perçu que 40% du prix mondial et ceux de la vanille et

du girofle, 25%. L'imposition fiscale et les barrières économiques sont logiquement récupérées sur les prix à l'exportation. Il y avait donc une hausse du prix des produits nationaux. Les produits nationaux étaient donc moins compétitifs sur le marché international en termes de prix. La subvention au niveau des prix à l'importation accordée à certaines compagnies entraînait la démotivation des producteurs car les prix du marché local étaient jugés trop bas. D'où, les prix des producteurs n'étaient pas compétitifs et ne pouvaient pas couvrir les coûts de production. On enregistrait une flambée de l'importation des produits alimentaires en général et le riz en particulier. Les prix réels aux producteurs sur les produits vivriers décroissaient. Une priorisation donnée à l'industrie au détriment de l'agriculture était un choix erroné car elle a pour conséquence de diminuer nettement l'offre de crédit aux agriculteurs, baisser la productivité sur les produits à l'exportation (café, vanille, clou de girofle), et donc c'était une cause de diminution de la recette d'exportation. La taxation de l'agriculture surtout des produits à l'exportation entraînait l'appréciation du taux de change mais aussi la baisse des prix réels des producteurs sur les produits d'exportation. Avec la libéralisation, on remarquait une lente évolution. Mais la situation internationale posait une contrainte sur une certaine mesure des effets de la politique appliquée. On a subi l'impact de la baisse du prix mondial des produits agricoles surtout le café et le paddy. Une perte de compétitivité des produits nationaux apparaît parce qu'on pratiquait la stabilisation du taux de change nominal pour maîtriser les prix intérieurs.

Ainsi, l'augmentation des coûts de production consécutive répondait à la libéralisation des années 1980. Cette augmentation n'était pas traduite par une recherche de productivité accrue. Il y a eu au contraire des réactions de repli sur des pratiques éprouvées car, avec leurs moyens limités et sans aucune subvention, les producteurs ne peuvent adopter des comportements nouveaux et prendre ainsi des risques. Faute de pouvoir innover dans le nouveau régime économique, ces derniers restent confrontés à des problèmes de divers ordres : manque de moyens de financement, de maîtrise du marché, de sécurité de la production, ... L'orientation envisagée basée sur l'agro-business, à l'agriculture industrielle est bien éloignée des imaginations des paysans.

b. Sur le plan environnemental et agro-industriel

Dans le but de combattre la déforestation, l'attitude des programmes de conservation et des politiques forestières n'est plus d'interdire l'entrée des populations riveraines dans les forêts, parce que de telles mesures ont souvent eu des effets négatifs pour les communautés. On peut

proposer un aménagement multifonctionnel des espaces forestiers qui combine la conservation de la biodiversité et l'amélioration des conditions de vie des populations locales. Madagascar, hot spot de biodiversité internationalement reconnu, se lance depuis 1995 dans un processus de dévolution des droits concernant la gestion des ressources renouvelables aux communautés locales. Une recherche sur les paysages forestiers, considérant les villages, les champs de cultures, les formations secondaires et les forêts naturelles, est donc nécessaire afin de proposer des recommandations régionales sur l'aménagement des espaces forestiers. Un tel projet de recherche visant à fournir des informations scientifiques promouvant un aménagement durable, multifonctionnel et participatif du paysage forestier a été lancé en 2005. Cet aménagement cherche à répondre, d'une manière participative, aux attentes et aux besoins des populations locales tout en diminuant la pression sur la biodiversité. Il analyse le rôle socio-économique et l'impact écologique de l'agriculture dans le système rural. Les produits de la riziculture (principalement effectuée sur terrains irrigués) et de la culture sur brûlis sont les objets d'un peu moins de la moitié des transactions commerciales rurales. Le riz est le produit le plus commercialisé, mais son offre est jugée insuffisante. La culture sur brûlis participe fortement à la sécurité alimentaire et financière des ménages, mais l'intérêt social de ce type de culture comparé à ses impacts reste faible. Les surfaces de défrichements agricoles varient entre 0 et 2 ha, mais il est difficile d'estimer la fréquence des différentes formations défrichées. Néanmoins, les défrichements rizicoles sont moins fréquents que ceux pour la culture sur brûlis.

On peut imaginer les possibilités et choix politiques axés sur les paiements pour la conservation de la biodiversité. Des programmes de PSE (paiements pour les services environnementaux) proposant des paiements en nature seraient adaptés à protéger la biodiversité et à réduire la pauvreté sous certaines conditions.

Ces conditions sont :

- L'établissement des contrats de PSE avec des villages sensibilisés à la conservation de la biodiversité et aux potentialités économiques de la forêt, et
- La focalisation des PSE sur la diminution et non sur l'arrêt total de la déforestation. Ecologiquement, les défrichements agricoles et les pâtures des animaux du grand élevage sont les activités générant les impacts environnementaux les plus destructeurs.

Globalement, l'optimisation des techniques agricoles, par exemple le l'amélioration de la gestion des pâturages présentent de grands potentiels pour optimiser les conditions de vie des populations locales tout en diminuant la pression sur la biodiversité. Des recommandations plus détaillées sont présentées ici :

- Certaines agissent uniquement sur la conservation de la biodiversité, d'autres ont un effet exclusif sur les conditions de vie des populations, et
- Certaines contribuent aux deux buts. Ceci souligne la nécessité de considérer la relation entre la conservation de la biodiversité et l'amélioration des conditions de vie des populations.

Les problèmes relatifs à la terre nécessitent une politique foncière permettant à la fois de sécuriser les activités agricoles, d'augmenter la productivité du travail, d'éviter la montée des inégalités et des tensions et de mieux gérer les ressources naturelles.

Ensuite, nous ne devons pas développer le secteur agricole seulement sous l'optique d'augmenter la production et d'accroître le revenu des paysans. On aurait intérêt à élargir le champ d'action jusqu'à la promotion du secteur agroalimentaire privé. Les PME (Petites et Moyennes Entreprises) et les agro-industries servent de lien entre les producteurs agricoles et les consommateurs. L'agro-industrie est un élément non agricole dans les chaînes de valeurs agroalimentaire. Elle crée des intrants au secteur agricole ainsi que des emplois supplémentaires lors de la transformation, de transport, de commercialisation et de distribution. L'agriculture serait donc un instrument performant au développement s'il existe une synergie entre le secteur agricole et le secteur agro-industrie. Ce dernier titre à son tour l'expansion de l'agriculture. Ce qui traduit la hausse du revenu des agriculteurs, d'où la réduction de la pauvreté dans le monde rural. On porte plus d'attention aux PME car dans la structure économique actuelle, elles semblent plus faciles à créer et ne nécessitent pas forcément la contribution des bailleurs extérieurs. On admet que les entreprises de transformation des produits agricoles sont insuffisantes dans le pays. Les agriculteurs offrent des produits bruts non transformés. L'accès à la création des entreprises de transformation est encore libre et loin d'être saturé. Les PME agro-alimentaires rurales seraient capables d'insérer les activités des petits exploitants dans la chaîne de valeur et ainsi à la demande urbaine. On devrait fournir un climat d'investissement favorable à la création de ces PME. En premier lieu, la structure institutionnelle devrait répondre aux critères requis de l'entrepreneuriat de petite et moyenne taille :

- Promotion des institutions de micro finance qui facilite l'octroi des fonds de démarrage aux ménages ruraux désirant opérer dans le secteur agroalimentaire ;
- Allègement des formalités administratives ;
- Sécurisation des propriétés des petits exploitants pour stimuler l'efficacité de l'utilisation de la terre.

Cela nécessite le partenariat entre le secteur privé et public. Il faut cependant modérer la création des PME car une grande concentration d'entreprises de ce type pourrait réduire leur efficacité dans le rôle de réduction de la pauvreté. La participation des petits exploitants ruraux et la compétitivité de ces PME sont les objectifs à atteindre pour avoir un impact direct au développement.

CONCLUSION

La lutte contre la pauvreté reste la priorité des PMA. Les pays qui, selon nous, sont parvenus à faire reculer la pauvreté constituent un ensemble très diversifié. On trouve parmi eux des PED les plus pauvres et les plus riches, et ils sont représentés par toutes les régions géographiques. Et ils diffèrent grandement les uns des autres par leurs modes de gouvernance et de gestion économique. Pour ces pays, l'agriculture était d'une grande utilité. L'agriculture amène de diverses opportunités pour relancer les secteurs agricoles. Madagascar possède une grande potentielle de ressources naturelles. Le développement agricole constitue une priorité fondamentale à Madagascar parce que le pays doit faire face à un grave problème de pauvreté rurale. Mais des contraintes considérables et bien connues existent, celles-ci étant des barrières à ces opportunités de développement. Et c'est ainsi qu'il faut émettre des plans d'action à exécuter pour réduire les problèmes de l'agriculture et afin de profiter pleinement du potentiel de l'agriculture. Ce qui va amener à un développement du pays ; ainsi qu'il faut mettre en œuvre une politique efficace pour les agricultures dans les zones rurales comme la politique commerciale, la politique des coûts de production, la création des agro-industriel,... Cela nécessite une intervention de l'Etat en construisant les infrastructures routières au niveau de la zone rurale vers la ville en vue de faciliter la distribution aussi. Il faut adopter une politique agricole adaptée au développement rural envisagé tout en prenant en compte les intérêts de la population dans la politique. Cette politique vise premièrement l'amélioration de tout le système de production afin d'orienter la production vers le marché national et favoriser le bien-être des agriculteurs, l'accroissement de la productivité et l'augmentation du revenu des paysans.

REFERENCE BIBLIOGRAPHIE

- ALBAGLI, C., « *économie de développement* », collection 1991 ;
- Banque Mondiale, « *Madagascar : pour un dialogue sur les enjeux de développements* », juin 2013 ;
- Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, « *l'agriculture au service du développement* », 2008 ;
- BYERLEE, D., A. et SADOULET, et E., « *Agriculture for development; toward a new paradigm* », Annual review of resource economic, vol. 1: 15-35, octobre 2009;
- CERVANTEES, G., D. et DEWBRE, J. « *economic importance agriculture for poverty reduction of* », OECD Food, Agriculture and Fisheries Working Papers, No 23, OECD
- CHAMBERS, R., « *développement rural : la pauvreté caché* », ed karthala CTA, 1990 ;
- DORE, T. et RECHAUCHERE, O., « *la question agricole mondiale* », ed la documentation française, 2010 ;
- DUFUMIER, M., « *les politiques agraires* », ed presses universitaire de France, 1986 ;
- DWIGHT, H. P., STEVENRADELET et David L. Lindauer, « *économie du développement* », 3e édition, nouveaux horizon, de boeck, 2008 ;
- LOYAT, J. et PETIT, Y., « *la politique agricole commune (PAC) : un enjeu de société* », ed la documentation française, 2010 ;
- Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et de la Pêche, « *plan directeur quinquennal pour le développement rural* », 2005 ;
- Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la Pêche, base des données de service statistiques agricole, 2009-2010 ;
- Ministère des Affaires Etrangères, Direction de coopération au développement, « *Agriculture et sécurité alimentaire* », grand duché de Luxembourg, 2009 ;
- MONTOUSSE, M., « *théorie économique* », Paris, Bréal, 1999 ;
- Organisation de Coopération et de Développement Economiques OCDE, vers une croissance pro-pauvres : agriculture, 2006
- RAMBOATIANA, R., RANDRIAMANTENA, A., Programme des Nations Unis pour le développement PNUD, « *l'agriculture biologique à Madagascar, facteur innovant pour le développement, dans le contexte de la mondialisation* », 2000 ;
- TUMA E., « *Twenty-six Centuries of Agrarian : A comparative Analysis* », Berkeley, University of California Press, 1965

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENT	I
LISTE DES ABREVIATION.....	II
LISTE DES TABLEAUX	III
SOMMAIRE	IV
INTRODUCTION.....	1
PARTIE I : GENERALITE ET CONCEPTE DE L'AGRICULTURE DANS LA CROISSANCE ECONOMIQUE	3
CHAPITRE 1 : FONDEMENT THEORIQUE DE L'AGRICULTURE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE	4
<i>Section 1 : Les théories de développement relatives à l'agriculture</i>	<i>4</i>
a. L'agriculture, source de richesse et de croissance.....	4
b. L'harmonisation de l'exploitation.....	5
c. L'importance du facteur travail, de la main-d'œuvre et la technologie	5
<i>Section 2 : L'agriculture, un facteur important au niveau de l'économie.....</i>	<i>6</i>
a. Un facteur mobilisateur de la main d'œuvre rurale.....	6
b. Une opportunité pour le pays	7
c. La place de l'agriculture dans la croissance économique.....	8
CHAPITRE 2 : QUELQUES DONNEES AGRICOLES A MADAGASCAR.....	9
<i>Section 1 : La population rurale et la population agricole</i>	<i>9</i>
a. La population rurale	9
b. La population agricole.....	10
c. Répartition des exploitations par province	11
<i>Section 2 : les catégories des produits agricoles.....</i>	<i>12</i>
a. Le riz.....	12
b. Les autres productions agricoles	14
PARTIE II : LES PROBLEMES MAJEURS DE DEVELOPPEMENT RURAL ET LES POLITIQUES A METTRE EN ŒUVRE	16
CHAPITRE 1 : LES OBSTACLES DE DEVELOPPEMENT.....	17
<i>Section 1 : Problèmes sociaux et technologiques</i>	<i>17</i>

a. Les problèmes sociaux	17
b. Problèmes technologiques face à la structure de l'éducation.....	18
<i>Section 2 : Les problèmes liés à la démographie :</i>	<i>20</i>
a. Problème économiques relatifs à la démographie :	20
b. Ressources naturelles et environnement	24
<i>Section 3 : Problème politico-juridique.....</i>	<i>28</i>
a. Les problèmes fonciers :.....	28
b. l'inefficacité administrative en matière foncière.....	30
c. Des politiques foncières discriminantes	31
CHAPITRE 2 : LA POLITIQUE AGRICOLE	34
<i>Section 1 : Historique des politiques mises en œuvre.....</i>	<i>34</i>
a. L'étatisation des secteurs de production et le socialisme	34
b. Le changement du régime économique.....	35
<i>Section 2 : analyse critique des politiques effectués.....</i>	<i>36</i>
a. Sur la politique commerciale et les couts de production	36
b. Sur le plan environnemental et agro-industriel	37
CONCLUSION.....	41
REFERENCE BIBLIOGRAPHIE.....	I
TABLE DES MATAIRES	II